

**ARRÊTÉ N°2022/020
PRESCRIVANT L'OUVERTURE D'UNE
ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE A LA
MODIFICATION DE DROIT COMMUN
N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME
DE LA COMMUNE DU BOURGET**

Le président de l'établissement public territorial PARIS TERRES D'ENVOL,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5219-5 ;
VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-36 et suivants ;
VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 à R.123-18 ;
VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
VU la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1er janvier 2016, des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale dénommés Etablissements Publics Territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de PLU ;
VU l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre I du code de l'urbanisme et le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre I^{er} du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme ;
VU le décret n° 2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre, fixant le siège et désignant le comptable public de la Métropole du Grand Paris ;
VU le décret n° 2015-1660 du 11 décembre 2015 relatif à la Métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Aulnay-sous-Bois ;
VU l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;
VU le décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes ;
VU la loi n° 2018-148 du 2 mars 2018 ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;
VU la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) ;
VU le PLU du Bourget approuvé par la délibération n°31 du conseil de territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol du 10 avril 2017 et qui a fait l'objet de la mise à jour n°1 par l'arrêté n°2017/323 du 29 décembre 2017, de la modification simplifiée n°1 par la délibération n°69 du 9 juillet 2018, de la mise à jour n°2 par l'arrêté n°2019/014 du 2 avril 2019, de la modification simplifiée n°2 par la délibération n°137 du 7 décembre 2020, des mises à jour n°3 par l'arrêté n°2021/007 du 9 juin 2021 et n°4 par l'arrêté n°2021/009 du 28 juillet 2021, et de la modification simplifiée n°3 par la délibération N°156 du 13 décembre 2021 ;
VU l'arrêté n°2022/013 du 6 juillet 2022 du Président de l'EPT Paris Terre d'Envol abrogeant l'arrêté n°2022/012 et portant engagement de la procédure de modification de droit commun n°1 du PLU de la commune du Bourget ;
VU la décision de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) n°DKIF-2022-128 du 11 août 2022 dispensant d'évaluation environnementale la modification n°1 du plan local d'urbanisme du Bourget (93) après examen au cas par cas ;
VU la décision n°E22000015/93 en date du 08 août 2022 du tribunal administratif de Montreuil désignant monsieur Michel Gauthier en qualité de Commissaire enquêteur ;
VU le dossier soumis à enquête publique ;

CONSIDERANT la nécessité d'intensifier ponctuellement la constructibilité en zone centrale et de pérenniser le caractère apaisé des zones à dominante pavillonnaire ;

CONSIDERANT que l'application du PLU depuis son approbation a fait apparaître le besoin d'améliorer certaines règles et leur lisibilité ;

CONSIDERANT le besoin d'actualiser les annexes du PLU ;

CONSIDERANT la nécessité d'apporter des corrections matérielles notamment afin de prendre en compte les précédentes évolutions du PLU ;

CONSIDERANT la nécessité de modifier le règlement et le plan de zonage pour permettre ces adaptations ;
CONSIDERANT que les modifications apportées relèvent de la procédure de modification de droit commun telle que codifiée dans le code de l'urbanisme ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de modification n°1 du plan local d'urbanisme de la ville du Bourget du lundi 26 septembre 2022 au mercredi 26 octobre 2022, soit une durée de 31 jours consécutifs.

ARTICLE 2 Dans une perspective de renforcement de la traduction réglementaire des objectifs du PADD et de pérenniser l'applicabilité PLU, le projet de modification de droit commun n°1 du PLU a notamment pour objectifs :

- D'adapter à la marge le règlement afin de permettre une transition plus harmonieuse des tissus urbanisés et de préserver les formes urbaines, notamment le tissu pavillonnaire ;
- De clarifier la règle relative aux étages en attique ;
- De corriger des erreurs matérielles, notamment liées aux précédentes évolutions du PLU ;
- D'actualiser les annexes du PLU.

ARTICLE 3 Monsieur Michel Gauthier a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par le Président du tribunal administratif de Montreuil.

ARTICLE 4 Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique sera publié, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.
Cet avis sera également publié, par voie d'affiches, sur les panneaux municipaux de la ville du Bourget, au siège social de l'établissement public territorial Paris Terre d'Envol – mairie d'Aulnay-sous-Bois, Boulevard de l'Hôtel de ville - 93600 Aulnay-sous-Bois, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci. L'avis sera également mis en ligne sur le site internet <http://modification1-plu-bourget.enquetepublique.net> et accessible via un lien depuis les sites internet de l'Etablissement Public Territorial Paris Terre d'Envol <https://www.paristerresdenvol.fr/> et de la Ville du Bourget <https://www.le-bourget.fr/>. Une copie de cet avis sera annexée au dossier d'enquête publique.

ARTICLE 5 Le dossier d'enquête publique et un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public en mairie du Bourget - Service urbanisme - 65 avenue de la Division Leclerc, 93350 Le Bourget, pendant toute la durée de l'enquête, du lundi 26 septembre 2022 à 9h00 au mercredi 26 octobre 2022 à 17h00, aux horaires suivants :

- Les lundi, mercredi et jeudi, de 08h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h ;
- Le mardi, de 8h30 à 12h ;
- Le vendredi de 08h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h45 ;
- Le samedi, de 09h00 à 12h00 ;
- Pendant les permanences du commissaire enquêteur.

Le dossier d'enquête publique sera également disponible durant toute la durée de l'enquête publique sur le site internet <http://modification1-plu-bourget.enquetepublique.net>. Le dossier d'enquête publique sera également accessible via un lien depuis les sites internet de la ville du Bourget et de l'établissement public territorial Paris Terre d'Envol aux adresses suivantes : <https://www.le-bourget.fr/> et <https://www.paristerresdenvol.fr/>.

Il sera également consultable depuis un poste informatique situé en mairie du Bourget - Service urbanisme - 65 avenue de la Division Leclerc, 93350 Le Bourget, pendant toute la durée de l'enquête, du lundi 26 septembre 2022 au mercredi 26 octobre 2022, aux horaires suivants :

- Les lundi, mercredi et jeudi, de 08h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h ;
- Le mardi, de 8h30 à 12h ;
- Le vendredi de 08h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h45 ;
- Le samedi, de 09h00 à 12h00 ;
- Pendant les permanences du commissaire enquêteur.

Pendant toute la durée de l'enquête publique du lundi 26 septembre 2022 au mercredi 26 octobre 2022, chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations et propositions sur le projet de modification du PLU :

- sur le registre d'enquête en mairie du Bourget - Service urbanisme - 65 avenue de la Division Leclerc, 93350 Le Bourget, pendant toute la durée de l'enquête, du lundi 26 septembre 2022 à 9h00 au mercredi 26 octobre 2022 à 17h00 aux heures d'ouverture mentionnées ci-dessus et pendant les permanences du commissaire enquêteur mentionnées à l'article 6 du présent arrêté ;
- sur le registre dématérialisé hébergé sur le site internet suivant : <http://modification1-plu-bourget.enquetepublique.net> ;
- par voie électronique à l'attention du commissaire enquêteur à l'adresse suivante : modification1-plu-bourget@enquetepublique.net ;
- par courrier postal au commissaire enquêteur à l'adresse suivante :
Mairie du Bourget
Monsieur le commissaire enquêteur
Modification n°1 du PLU
Service Urbanisme
65 avenue de la Division Leclerc
93350 Le Bourget

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur seront consultables en mairie du Bourget - Service urbanisme - 65 avenue de la Division Leclerc, 93350 Le Bourget, pendant toute la durée de l'enquête publique, du lundi 26 septembre 2022 à 9h00 au mercredi 26 octobre 2022 à 17h00, durant toute la durée de l'enquête publique du lundi au samedi aux heures d'ouverture mentionnées ci-dessus et pendant les permanences du commissaire enquêteur. Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables durant toute la durée de l'enquête publique, du lundi 26 septembre 2022 à 9h00 au mercredi 26 octobre 2022 à 17h00 sur le site internet <http://modification1-plu-bourget.enquetepublique.net> dans les meilleurs délais.

Seules les observations et propositions transmises dans les formes précisées ci-dessus ou lors des échanges avec le commissaire enquêteur pendant ses permanences seront prises en compte.

ARTICLE 6

Le commissaire enquêteur tiendra des permanences en mairie du Bourget - Service urbanisme - 65 avenue de la Division Leclerc, 93350 Le Bourget pour recevoir les observations écrites ou orales et répondre aux demandes d'information du public aux dates et heures suivantes :

- Lundi 26 septembre 2022 de 09h00 à 12h00 ;
- Samedi 15 octobre 2022 de 09h00 à 12h00 ;
- Mercredi 26 octobre 2022 de 14h00 à 17h00.

ARTICLE 7

Des informations peuvent être demandées sur ce dossier auprès de l'autorité compétente responsable du plan local d'urbanisme, monsieur Bruno BESCHIZZA, Président de l'établissement public territorial Paris Terre d'Envol, par l'intermédiaire du Service urbanisme - 65 avenue de la Division Leclerc, 93350 Le Bourget aux horaires habituels d'ouverture du service.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique, dès la publication du présent arrêté.

ARTICLE 8

À l'expiration du délai d'enquête, le mercredi 26 octobre 2022 à 17h00, le registre d'enquête papier sera clos et signé par le commissaire enquêteur. A partir de cette même heure, les observations et propositions émises via le registre dématérialisé et l'adresse mail ne seront plus prises en compte.

ARTICLE 9

A l'expiration du délai d'enquête, le registre sera transmis sans délai au commissaire enquêteur. Dès réception du registre et des éventuels documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, sous huitaine, le Président de l'établissement public territorial Paris Terre d'Envol ou son représentant en présence du maire de la ville, ou son représentant, afin de lui communiquer les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le Président de l'établissement public territorial Paris Terre d'Envol disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

ARTICLE 10

Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur transmettra au Président de l'établissement public territorial Paris Terre d'Envol le dossier de l'enquête accompagné du registre et des pièces annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées.

Le rapport comportera le rappel de l'objet du plan, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet, plan ou programme en réponse aux observations du public. Les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront consignées dans un document séparé précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves, ou défavorables au projet.

Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et ses conclusions motivées au Président du tribunal administratif de Montreuil. Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera adressée par le Président de l'établissement public territorial Paris Terre d'Envol, au Maire du Bourget et au préfet de Seine-Saint-Denis.

ARTICLE 11

Le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur à la préfecture, au site administratif de l'établissement public territorial Paris Terre d'Envol situé 50 allée des impressionnistes (93420), en mairie du Bourget, Service urbanisme - 65 avenue de la Division Leclerc, 93350 Le Bourget aux jours et heures d'ouverture du service, sur le site internet de l'établissement public territorial Paris Terre d'Envol <https://www.paristerresdenvol.fr/>, sur le site internet <http://modification1-plu-bourget.enquetepublique.net> et via un lien depuis le site internet de la Ville du Bourget <https://www.le-bourget.fr/> pendant un délai d'un an à compter de la clôture de l'enquête publique.

Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration.

ARTICLE 12

Au terme de l'enquête publique, l'établissement public territorial Paris Terre d'Envol pourra décider, s'il y a lieu, d'apporter des rectifications au projet de modification n°1 du PLU de la commune du Bourget pour tenir compte des avis qui auront été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur. Le conseil de territoire de Paris Terre d'Envol se prononcera par délibération sur l'approbation de la modification n°1 du PLU de la commune du Bourget.

ARTICLE 13

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Préfet de Seine-Saint-Denis ;
- au Maire du Bourget ;
- au Commissaire enquêteur ;
- au Président du tribunal administratif de Montreuil.

ARTICLE 14

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Aulnay-sous-Bois, le **01 SEP. 2022**


Bruno BESCHIZZA
Président de Paris Terre d'Envol
Maire d'Aulnay-sous-Bois